

Blinken appelle Kigali et Kinshasa à « cesser » de soutenir des groupes armés en RDC

La Libre Belgique, 12 août 2022

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a appelé jeudi les gouvernements congolais et rwandais à cesser de soutenir les groupes armés dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), lors d'une visite au Rwanda.



« Il existe des rapports crédibles sur un soutien aux groupes armés par toutes les parties, y compris les FDLR par les forces congolaises et le M23 par les forces rwandaises », a déclaré Antony Blinken à l'issue de discussions avec le président rwandais Paul Kagame

à Kigali.

Les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) sont des rebelles hutu rwandais. Et le M23 est un groupe principalement composé de Tutsis congolais.

« Notre position est claire : le soutien à tout groupe armé doit cesser. Il ne s'agit pas d'un groupe contre un autre. Le principe de base est qu'il ne devrait pas y avoir de soutien venant des gouvernements et des forces armées aux groupes armés comme le M23 et les FDLR », a ajouté le chef de la diplomatie américaine.

Kigali a démenti soutenir le M23.

Le Rwanda constitue la troisième et dernière étape d'une tournée africaine qui avait précédemment mené M. Blinken en Afrique du Sud et en RDC.

Jeudi, le ministre rwandais des Affaires étrangères, Vincent Biruta, a refusé de commenter les propos de M. Blinken évoquant des informations « crédibles » sur un soutien au M23, affirmant que le « problème fondamental » des FDLR devait être traité pour parvenir à une solution durable dans l'est de la RDC.

L'est de la RDC abrite de nombreux groupes armés qui sèment la mort depuis près de 30 ans.

L'un des plus actifs ces derniers mois est le M23, une ancienne rébellion à dominante tutsi vaincue en 2013, qui a repris les armes en fin d'année dernière en reprochant à Kinyasha de n'avoir pas respecté des accords sur la démobilisation et réinsertion de ses combattants.

Selon un rapport d'experts missionnés par les Nations unies consulté le 4 août par l'AFP, l'armée rwandaise a « lancé des interventions militaires contre des groupes armés congolais et des positions des Forces armées congolaises » depuis novembre 2021 et jusqu'en juin 2022.

Kigali a rejeté ces « allégations non valides » et avancé son « droit à défendre son territoire ».



Le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken et son homologue rwandais Vincent Biruta lors d'une conférence de presse conjointe, le 11 août 2022 à Kigali [afp.com](https://www.afp.com) – Andrew Harnik

« Graves inquiétudes »

Jeudi, M. Blinken a par ailleurs exprimé les « graves inquiétudes » de Washington en matière de droits de l'Homme au Rwanda.

« Comme je l'ai dit au président Kagame, nous pensons que les gens dans tous les pays devraient pouvoir exprimer leurs opinions sans peur d'intimidation, d'emprisonnement, de violence ou de tout autre forme de répression », a déclaré le diplomate américain.

Blinken a également souligné « les préoccupations » américaines concernant « le manque de garanties de procès équitable » fournies à Paul Rusesabagina.

Ce virulent opposant au régime de Paul Kagame purge depuis l'an dernier une peine de 25 ans de prison pour « terrorisme » et dispose d'un statut de résident permanent aux Etats-Unis.

Sa famille avait justement indiqué dans un communiqué qu'elle espérait de M. Blinken que son « engagement direct » aide à mettre fin à leur « cauchemar » et celui de leur proche, dont la santé se détériore selon elle.

Paul Rusesabagina, 68 ans, a été rendu célèbre par le film « Hôtel Rwanda » qui raconte comment ce Hutu modéré qui dirigeait l'Hôtel des Mille Collines dans la capitale rwandaise a sauvé plus de 1.000 personnes durant le génocide des Tutsi en 1994. En mai, Washington a estimé qu'il était « injustement détenu » par la justice rwandaise.

Paul Rusesabagina vivait depuis 1996 en exil aux Etats-Unis et en Belgique, avant d'être arrêté à Kigali en août 2020 dans des circonstances troubles, à la descente d'un avion qu'il pensait à destination du Burundi.

En amont de l'arrivée du secrétaire d'État, la société civile et des ONG avaient demandé une prise de position américaine sur la question des droits de l'homme.

Ces efforts diplomatiques américains surviennent après que le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov a effectué en juillet une tournée en Afrique, où il a blâmé les sanctions occidentales contre la Russie pour la flambée des prix des denrées alimentaires.



Le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken (g) et le président rwandais Paul Kagame, le 11 août 2022 à Kigali [afp.com](https://www.afp.com) – Andrew Harnik